

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1526

13 juin 2014

SOMMAIRE

7 Sailing	73202	Berlin (Bridge) S.à r.l.	73205
Abacus Invest S.C.A., SICAR	73204	BI SICAV	73209
Ability M3 Holdings S.à r.l.	73203	Compagnie d'Investissement des Grands Lacs S.A.	73248
Acanthus Investment SPF	73204	Compagnie Ingénierie Financière (Luxem- bourg) S.A.	73248
Accor Hôtels Luxembourg SA	73205	Crown Finco S.à r.l.	73243
AC International S.A.	73204	DeWAG LT Holdings S.à r.l.	73209
AC International S.A.	73204	Eglise Essénienne Chrétienne du luxem- bourg	73213
Adrenova S.A.	73204	Euroheart Investments S.à r.l.	73208
Alaurin Investments S.A.	73205	Euroviva Financial Group S.A.	73202
Albion 1 S.à r.l.	73205	Flokette Spf S.A.	73202
Albius S.A.	73206	Fral S.A.	73203
Alex-Ander S.A.	73206	Grainger European Healthcare Holdings S.à r.l.	73209
Alinvest Ltd	73206	Iberian Distressed Assets Fund (S.C.A.) SI- CAV-SIF	73219
APM 5 Management S.A.	73206	iGATE Technologies Luxembourg S.à r.l.	73210
Aran Sàrl	73207	KKR International Flowers S.à r.l.	73227
Ardagh Group S.A.	73203	More Than Fuels S.A.	73248
Arisa Assurances	73207	Portugal Real Estate Opportunities Fund (S.C.A.) SICAV-SIF	73235
Arisa Assurances	73206	Uni-Global	73202
ARISA Ré	73207		
Atelier n°1	73203		
Atlux S.à r.l.	73207		
Atom Lux Invest S.A.	73208		
Axeurope S.A.	73208		
Barclays Luxembourg Finance S.à r.l.	73208		
BCS Management S.à r.l.	73209		
Becton Dickinson Luxembourg Finance S.à r.l.	73207		

Uni-Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8217 Mamer, 41, Op Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 38.908.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052109/9.

(140059285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2014.

Euroviva Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5751 Frisange, 35, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 80.241.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 3 avril 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société:

- EUROVIVA FINANCIAL GROUP SA, avec siège social à L-5751 FRISANGE, 35 rue Robert Schuman, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 80241

Pour extrait conforme

Maître Marie-Christine GAUTIER

Le liquidateur

22, rue Marie-Adélaïde

L-2128 Luxembourg

Référence de publication: 2014052200/17.

(140059704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2014.

7 Sailing, Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 181.406.

L'adresse de Monsieur Adrian DIACONU, administrateur unique, est désormais la suivante:

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2014.

Référence de publication: 2014052151/11.

(140059614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2014.

Flokette Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 57.520.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 20/02/2014 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir Messieurs GILLET Etienne, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, JACQUEMART Laurent, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, REMIENCE Jacques, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 LUXEMBOURG en tant qu'administrateurs et la société AUDITEX S.A.R.L. 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 LUXEMBOURG en tant que commissaire aux comptes.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2020.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014052424/17.

(140060259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Ability M3 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 123.119.

Il résulte d'une décision du gérant unique que le siège de la Société a été transféré avec effet au 4 février 2014 au 25c, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Un mandataire

Référence de publication: 2014052207/11.

(140059787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Ardagh Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 53.248.

Rectificatif de la mention des statuts coordonnés déposés en date du 25 juin 2013 (L130103134)

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014052226/15.

(140059938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Atelier n°1, Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 184, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 152.498.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 11 avril 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014052231/11.

(140060032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Fral S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 115.903.

Extrait du 10 avril 2014

Les résolutions suivantes ont été adoptées:

- Madame Sandra Dixon, née le 20/01/1973 à Panama (Panama) et résidant professionnellement au 50 aquilino de la Guardia, étage 30, 0823-05789 Panama est représentant permanent de la société Corporate Advisory Services S.A. (registre de commerce de Microjacket n° immatriculation 1328864).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Avril 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014052427/17.

(140059920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Abacus Invest S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 112.488.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052237/11.

(140060146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

AC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 50.384.

Par la présente, je démissionne avec effet immédiat de ma fonction d'administrateur au sein de la société anonyme AC INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 50384.

Fait à Luxembourg, le 09 avril 2014.

Francesco ZITO.

Référence de publication: 2014052239/10.

(140059548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

AC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 50.384.

Par la présente, nous démissionnons avec effet immédiat de notre fonction de commissaire aux comptes au sein de la société anonyme AC INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 50384.

Fait à Luxembourg, le 09 avril 2014.

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A.

Référence de publication: 2014052240/12.

(140059548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Acanthus Investment SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 171.610.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052241/9.

(140059594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Adrenova S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 135.738.

Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'administration tenue à 08.30h le 07 avril 2014

Extrait des résolutions prises:

Après discussion pleine et entière,

1. Le Conseil d'Administration constate que le siège social de la société a été transféré du 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg au 9, Boulevard Dr Charles Marx, L-2130 Luxembourg, en date du 1^{er} avril 2014.

Référence de publication: 2014052243/12.

(140060284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Accor Hôtels Luxembourg SA, Société Anonyme.**Capital social: EUR 3.531.000,00.**

Siège social: L-3378 Livange, rue de Turi.

R.C.S. Luxembourg B 100.771.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui s'est tenue extraordinairement le 30 juin 2010

En date du 30 juin 2010, l'Assemblée de la Société a pris la résolution suivante:

- De renouveler le mandat de Jean-Paul VAEYENS en tant qu'Administrateur de la Société, pour une durée de 6 années, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale de la Société devant se tenir en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vanessa Lorreyte

Le Mandataire

Référence de publication: 2014052242/15.

(140059773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Alaurin Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 66.105.

—
Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'administration tenue à 08.00h le 8 avril 2014

Extrait des résolutions prises:

Après discussion pleine et entière,

1. Le Conseil d'Administration constate que le siège social de la société a été transféré du 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg au 9, Boulevard Dr Charles Marx, L-2130 Luxembourg, en date du 02 avril 2014.

Référence de publication: 2014052246/12.

(140060283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Albion 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 122.639.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014052247/11.

(140060026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Berlin (Bridge) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 19.285.400,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 119.220.

—
Extrait rectificatif du dépôt numéro L140018695 en date du 30 janvier 2014

Il apparaît que le nom de l'un des gérants de la Société a été erroné dans le formulaire de réquisition joint à l'extrait numéro L140018695 déposé en date du 30 Janvier 2014, Le nom de Mr. Martijn Sinninghe Damsté est Sinninghe Damsté et non Damsté.

A Luxembourg, le 10 avril 2014.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2014052280/16.

(140059919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Alex-Ander S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 107.283.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALEX-ANDER S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2014052250/11.

(140059816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Albius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 185.784.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 31 mars 2014

Monsieur Etienne GILLET est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014052248/12.

(140059747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Alinvest Ltd, Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 129.216.

Extrait du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'administration tenue le 08 avril 2014 à 08.15 heures

Extrait des résolutions prises:

Après discussion pleine et entière,

1. Le Conseil d'Administration constate que le siège social de la société a été transféré du 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg au 9, Boulevard Dr Charles Marx, L-2130 Luxembourg, en date du 02 avril 2014.

Référence de publication: 2014052252/12.

(140060282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

APM 5 Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 175.515.

Par la présente, je soussigné, Monsieur Cédric JAUQUET, ai l'honneur de vous informer que je me démetts de mes fonctions d'Administrateur au sein de votre société avec effet immédiat.

Le 02 avril 2014.

Cédric JAUQUET.

Référence de publication: 2014052254/10.

(140059720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Arisa Assurances, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 52.496.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052259/9.

(140060169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Aran Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 56.792.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014052256/11.

(140059537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Arisa Assurances, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 52.496.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052258/10.

(140060168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

ARISA Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 56.730.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052260/9.

(140060170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Atlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1831 Luxembourg, 107, rue de la Tour Jakob.

R.C.S. Luxembourg B 137.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014052262/9.

(140059793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Becton Dickinson Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 2.446.257,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.996.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 19 mars 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au, 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014052271/15.

(140059748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Atom Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 147.283.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ATOM LUX INVEST S.A.

Référence de publication: 2014052263/10.

(140059715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Axeurope S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 159.139.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014052266/14.

(140059846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Barclays Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 557.812,64.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 125.419.

Les comptes annuels au 5 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 avril 2014.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

Manfred Zisselsberger

Gérant

Référence de publication: 2014052269/14.

(140060098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Euroheart Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.526.

Extrait de la résolution prise par l'associée unique en date du 8 avril 2014

Le siège social a été transféré du 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2014.

Veuillez noter que l'adresse professionnelle des gérants A, Messieurs Pierre CLAUDEL et Jérôme DEVILLET, se trouve désormais au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 10.4.2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour EUROHEART INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014052406/16.

(140059622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

DeWAG LT Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 840.966,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 26A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.315.

—
RECTIFICATIF

Extrait

Ce dépôt rectifie le dépôt n° L140059228 déposé et enregistré auprès du RCS en date du 10 avril 2014.

Il convient de lire que les parts sociales sont détenues de la manière suivante:

Deutsche Annington Acquisition Holding GmbH	790.508 parts sociales
MAKAB Grundstücks - Verwaltungsgesellschaft mbH	50.458 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DeWAG LT Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014052363/16.

(140060059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

BCS Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 170.171.

Par la présente, je soussigné, Monsieur Cédric JAUQUET, ai l'honneur de vous informer que je me démetts de mes fonctions de Gérant de catégorie B au sein de votre société avec effet immédiat.

Le 02 avril 2014.

Cédric JAUQUET.

Référence de publication: 2014052289/10.

(140059669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

BI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 116.116.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 11 avril 2014.

Pour BI SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014052296/14.

(140060224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Grainger European Healthcare Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 126.092.

—
EXTRAIT

Le conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Marcel Stephany, de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 6 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052434/14.

(140059902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

iGATE Technologies Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 174.729.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth of March;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

The limited company governed by the laws of United States "iGATE Technologies Inc." (the "Sole Member"), established and having its registered office in the Commonwealth of Pennsylvania at Park West Two Suite 410, 2000 Cliff Mine Road, Pittsburg, PA 15122 (U.S.A.) under the provisions of the Business Corporation Law of 1988 with the entity number 2926029 and the microfilm number 200015-0709-0709,

here represented by Me Gerald STEVENS, Lawyer, with professional address in 3B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

That the private limited liability company "iGATE Technologies Luxembourg S.à r.l." (the "Company"), with its registered office at L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la gare, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, at section B under number 174729, has been incorporated by deed of the undersigned notary, on 28 December 2012, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Association on 15 March 2013 under number 643 and page 30831.

That the appearing party is the Sole Member of the Company and considering the following agenda:

Agenda

- 1) Amendment of the article 2 of the articles of association in relation to the object of the Company in order to comply under the law of 5 April 1993 on the financial sector as amended;
- 2) Increase the subscribed capital by seventy-five thousand Euros (75,000.-EUR), so as to raise it from its present amount of fifty hundred Euros (50,000.- EUR) to one hundred and twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), by the creation and issue of one hundred and fifty (150) new shares in registered form of five hundred Euros (500.- EUR) each;
- 3) Subscription and payment of the share capital;
- 4) Amendment of the article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the above mentioned increase of the share capital;
- 5) Appointment of the réviseur d'entreprises of the Company; and,
- 6) Any other business.

That it has taken, through its proxy-holder, the following resolutions:

First resolution

The Sole Member decides to amend article 2 of the articles of association of the Company which shall be now be read as follows:

Art. 2. Object. The object of the Company is to perform as a financial sector administrative agent, on behalf of credit institutions, PFS, "payment institutions", UCIs, pension funds, "SIFs, investment companies in risk capital, authorized securitization undertakings", insurance undertakings or reinsurance undertakings established under Luxembourg law or foreign law, pursuant to a sub-contract, administration services forming an integral part of the business activities of the originator in accordance with article 29-2 of the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended.

The object of the Company is the provision of services as a secondary IT systems and communication networks operators of the financial sector for credit institutions, other professionals of the financial sector (PFS), "payment institutions", UCIs, pension funds, insurance undertakings or reinsurance undertakings established under Luxembourg law or foreign law, in accordance with article 29-4 of the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended.

The object of the Company is to develop, improve, design, maintain, revise and rework, sell, hire, license or transfer by any other manner software programmes and programmed products of all description and in relation to such software or products, train personnel, give out personnel on hire or otherwise on secondment to carry out any or all the aforesaid activities, to render all such services as are required by customers in relation to processing of information and in relation to all inputs and use thereof in data processing equipment and in the interpretation, application and use of output whether at the Company's establishments or elsewhere.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its object and which are liable to promote its development or extension."

Second resolution

The Sole Member decides to increase the subscribed capital by seventy-five thousand Euros (75,000.- EUR), so as to raise it from its present amount of fifty thousand Euros (50,000.- EUR) to one hundred and twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), by the creation and issue of one hundred and fifty (150) new shares in registered form of five hundred Euros (500.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Third resolution

Intervention - Subscription - Payment

There now appears Me Gerald STEVENS, prenamed, who declares to pay the increase of capital in cash, so that the amount of seventy-five thousand Euros (75,000.- EUR) is from now on at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary by a bank certificate, who states it expressly.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing, the Sole Member decides to amend the article 5 of the articles of association in order to give it the following wording:

" **Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at one hundred and twenty-five thousand Euros (125,000.- EUR), represented by two hundred and fifty (250) shares of five hundred Euros (500.- EUR) each."

Fifth resolution

The Sole Member decides to appoint Mr. Werner WEYNAND as réviseur d'entreprises of the Company with professional address at L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand one hundred fifty Euros (EUR 1,150.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée régie par les lois des États-Unis "iGATE Technologies Inc." ("Associée Unique"), établie et ayant son siège social dans le Commonwealth de Pennsylvanie à Park West Two Suite 410, 2000 Cliff Mine Road, Pittsburg, PA 15122 (Etats-Unis d'Amérique) immatriculée selon la "Business Corporation Law of 1988" sous le numéro 2926029 and le microfilm numéro 2000015-0709-0709,

ici représentée par Maître Gerald STEVENS, Avocat, demeurant professionnellement au 3B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

Que la société à responsabilité limitée "iGATE Technologies Luxembourg S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la gare, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 174729, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 28 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 15 mars 2013 sous le numéro 643 page 30831.

Considérant l'agenda de l'assemblée générale extraordinaire comme suit:

Agenda

1) Modification de l'article 2 des statuts en relation avec l'objet de la Société afin de se conformer à la loi du 5 Avril 1993 relative au secteur financier telle que modifiée;

2) Augmentation du capital social à concurrence de soixante-quinze mille euros (75.000.- EUR), pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (50.000.- EUR) à cent vingt-cinq mille euros (125.000.- EUR) par l'émission de cent cinquante (150) de cinq cents euros (500.- EUR) chacune

3) Souscription et paiement du capital social;

4) Modification de l'article 5 des statuts afin de refléter l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus; et,

5) Divers.

Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associée Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique de la Société décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société lequel devra désormais être lu de la manière suivante:

« **Art. 2. Objet.** La société a pour objet d'effectuer en tant qu'agent administratif du secteur financier pour le compte d'établissements de crédit, PSF, «établissements de paiement», OPC, fonds de pension, «FIS, sociétés d'investissement en capital à risque, organismes de titrisation agréés», entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance de droit luxembourgeois ou de droit étranger, dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, des services administratifs qui sont inhérents à l'activité professionnelle du donneur d'ordre conformément à l'article 29-2 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle que modifiée.

La société a pour objet la prestation de tous services en tant qu'opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication auprès du secteur financier, pour les institutions de crédit, autres professionnels du secteur financier (PSF), «établissements de paiement», OPC, fonds de pension, entreprises d'assurance ou entreprises de réassurance de droit luxembourgeois ou de droit étranger conformément à l'article 29-4 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle que modifiée.

L'objet de la Société est de développer, améliorer, concevoir, entretenir, réviser et remanier, vendre, louer, autoriser ou transférer de toute autre manière, à former du personnel aux programmes informatiques et logiciels de toute sorte ou fournir en location du personnel détaché ou à défaut de transférer la réalisation de tout ou partie des activités précitées, de rendre l'ensemble des services demandés par les clients concernant le traitement de l'information et en relation à toutes les entrées et leur utilisation dans les équipements de traitement de données et dans l'interprétation, l'application et l'interprétation de sorties tant dans les établissements de la société ou ailleurs.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.»

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de soixante-quinze mille euros (75.000.- EUR), pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (50.000.- EUR) à cent vingt-cinq mille euros (125.000.- EUR) par l'émission de cent cinquante (150) parts sociales de cinq cents euros (500.- EUR) chacune.

Troisième résolution

Intervention - Souscription - Libération

Est intervenu ensuite Monsieur Gerald STEVENS, préqualifié, lequel déclare souscrire au nom et pour le compte de l'Associée Unique aux cent cinquante (150) parts sociales nouvelles et de les libérer intégralement moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de soixante-quinze mille euros (75.000.- EUR), se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Quatrième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associée Unique décide de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à cent vingt-cinq mille euros (125.000.- EUR), représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales de cinq cents euros (500.- EUR) chacune."

Cinquième résolution

L'Associée Unique décide de nommer Monsieur Werner WEYNAND comme réviseur d'entreprises de la Société ayant son adresse professionnelle à L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille cent cinquante euros (EUR 1.150,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. STEVENS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 mars 2014. LAC/2014/13714. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050993/177.

(140058314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

E.E.C.L., Eglise Essénienne Chrétienne du Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9690 Watrange, 14, am Eck.

R.C.S. Luxembourg F 9.917.

—
STATUTS

Entre les membres fondateurs:

Amvane Nsolo Ba Mba Francis-Gérard

14 AM Eck, L-9690 Watrange

Informaticien

Belge

Président

Amvane Edzogo wilfrid Richard

82 Rue Léon Castillon B-6700 Arlon

Pasteur

Gabonais

Vice Président

Van't Westende Leonarda

82 Rue Léon Castillon B-6700 Arlon

Infographiste

Hollandaise

Secrétaire

Bana Naila

14 Am eck L-9690 Watrange

Comptable

Belge

Trésorière

Art. 1^{er}. Titre de l'Association. A été fondée en date du 1^{er} mars 2014 une association régie par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans buts lucratifs.

L'association prend la dénomination suivante «EGLISE ESSENIENNE CHRETIENNE DU LUXEMBOURG». Elle pourra être désignée par le sigle: E.E.C.L.

Art. 2. Objet. L'association Eglise Essénienne Chrétienne du Luxembourg à pour but:

- D'assurer la pratique du culte Essénien à travers des offices religieux

- D'enseigner le message et la pratique de l'évangile de Jésus-Christ ainsi que des Psaumes du Nouvel Évangile Essénien
 - De créer des Maisons de Dieu en Europe: Lieu où le culte Essénien est pratiqué.
 - De rassembler toutes ces maisons de dieu en un regroupement associatif, appelé fédération européenne des Maisons de Dieu. (F E M D E E C) fæ De dispenser l'Enseignement de la Tradition Essénienne Chrétienne à travers un institut de formation nommé I.F.E. (Institut de Formation Essénien)
 - De dispenser l'Enseignement de la Tradition Essénienne Chrétienne à travers des séminaires, des retraites spirituelle, des rencontres et des célébrations
 - D'ouvrir des cercles d'étude: lieux de rencontre, d'étude, de réflexion et d'éducation d'une morale religieuse ouvert à tous
 - D'apporter une aide aux personnes en difficultés par un service d'aide appelée«Service d'aide et de Bénédiction»
 - De consacrer des Pasteurs Esséniens et leurs affectations dans les Maisons de Dieu
 - De former des Pasteurs en Europe et en Afrique
 - De donner les différents sacrements (Baptême, Mariage, l'accompagnement de l'âme)
 - D'organiser des campagnes d'évangélisation
- L'Association s'interdit tout but, toute action, toute discussion politique.

Art. 3. Moyens d'action. L'Association utilise tous les moyens autorisés par la Loi afin de réaliser ses objectifs.

Elle peut notamment organiser des célébrations religieuses, groupes d'étude, réunions, conférences, colloques, rencontres, séminaires, campagnes d'évangélisation ou tous autres événements.

Art. 4. Affiliations de l'Association. L'association Église essénienne Chrétienne du Luxembourg adhère aux principes spirituels de l'église Essénienne Chrétienne du Québec dont elle est l'Église-fille et partage ses buts.

Art. 5. Siège social et circonscription de l'Association. Le siège social de l'association est fixé à Watrange au Grand Duché du Luxembourg. Il pourra être transféré à tout moment par simple décision du Conseil d'administration. Sa circonscription s'étend en Europe.

Art. 6. Durée. L'association est fondée pour une durée illimitée.

L'année sociale cours du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Art. 7. Composition de l'association - Admission. L'association se compose d'au moins 3 membres actifs majeurs, domiciliés ou résidant dans la circonscription, du ministre du culte, des membres actifs, des membres adhérents, des membres sympathisants, des membres du Ministère de l'église.

- Le ministre du culte:

Le ministre du culte est président de droit du Conseil d'Administration et de l'association.

- Les membres Actifs:

Sont dits membres actifs toutes personnes majeures qui adhèrent aux présents statuts, prennent des responsabilités et participent aux activités de l'association et à la vie de l'association, pour réaliser ses objectifs. Ses membres sont engagés dans l'oeuvre et occupent les responsabilités dans l'association. Ils versent une cotisation dont le montant est fixé chaque année par le Conseil d'Administration et est agréées par ce dernier. Ils ont le droit de vote lors des Assemblées Générales et peuvent eux seuls prétendre à l'élection aux postes du Conseil d'Administration de l'Association. Les membres actifs sont admis en tant que tels après délibération du Conseil d'Administration qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées. La qualité de membre actif est confirmée ou infirmée chaque année au début de l'Assemblée Générale annuelle.

- Les membres Adhérents:

* Sont dits membres adhérents toutes les Maisons de Dieux organisées en association qui adhèrent aux présents statuts et participent aux activités de l'Association et à sa vie pour réaliser ses objectifs. Ils versent une cotisation dont le montant est fixé chaque année par le Conseil d'Administration et sont agréées par ce dernier. Ils sont représentés par des Pasteurs responsables de Maisons de Dieu.

* Les membres adhérents peuvent aussi être des personnes. Dans ce cas, pour être admis en tant que membre adhérent, il faut:

- être majeur,
 - formuler et signer une demande écrite,
 - accepter intégralement les statuts, le règlement intérieur et la confession de foi de l'association,
 - Payer une cotisation fixée chaque année par le Conseil d'Administration,
 - être accepté par le conseil d'administration qui, en cas de refus, n'aura pas à en faire connaître les raisons.
- Ils ne bénéficient pas du droit de vote lors des Assemblées Générales et ne sont pas éligibles.

- Les membres Sympathisants:

Les membres sympathisants doivent respecter les statuts, le règlement intérieur et la confession de foi de l'association culturelle.

Ils ne bénéficient pas du droit de vote lors des Assemblées Générales et ne sont pas éligibles.

Ils versent une cotisation dont le chiffre est fixé chaque année par le Conseil d'Administration et sont agréées par ce dernier.

- Les membres du Ministère de l'Eglise:

Ce sont des pasteurs et des responsables de ministères dédiés au culte dans la maison de Dieu. Leurs qualités morales sont définies dans le règlement intérieur. Les responsabilités dans la maison de Dieu, son organisation, son administration, ainsi que sa direction et son enseignement spirituel, sont formellement réservés aux membres du Ministère de l'Eglise, qui orientent les projets & les objectifs de la Maison de Dieu.

Ils ne font pas partie des autres catégories de membres. Ils sont établis par le Prima Pasteur.

Art. 8. Organes de l'Association. L'association se compose de plusieurs organes réunis au sein de la fédération des maisons de dieu l'organe principal de l'association. Cette fédération est le grand corps de l'association, et se constitue a son tour des organes suivants:

1. La Fédération des Maisons de Dieu:

C'est l'organe le plus important de l'église. Il regroupe toutes les Maisons de Dieu du territoire Européen. Les maisons de Dieu sont des associations à buts non lucratif, ayant pour but d'assurer le culte essénien à travers des rites par l'exercice des ministères.

Ce sont des lieux où se réunissent l'Assemblée pour prier, chanter, proclamer l'Évangile de Jésus-Christ, l'Évangile Essénien des Archanges et pour apporter la bénédiction.

- Les Cercles d'Etudes:

C'est un regroupement associatif de membres croyants ou non-croyants, qui se réunissent pour créer un lieu de rencontre ,de partage, d'apprentissage, de discussion synarchique, d'éducation et de soutien, pour étudier, réfléchir, communiquer s'éduquer par l'art du chant et par la célébration des rites esséniens.

- L'institut de Formation Essénien (I.F.E.):

Il a pour but d'ouvrir un espace et d'offrir un cadre, d'étude et de formation ésotérique dans les cercles d'études et exotériques dans les Maisons de Dieu. Il est représenté dans chaque diocèse de l'Eglise Essénienne Chrétienne.

Dans les Maisons de Dieu, la formation concerne les domaines suivants:

Les pasteurs, les chantres (cercles de louange), les prédicateurs, (orateurs) les enseignants (Docteur de la loi), les diacres, le ministère apostolique, la prière, l'intersession, l'art...

Dans les cercles d'études, les formations concernent les domaines suivants: Les responsables de rituels, les maîtres de cérémonie, les officiants prêtres et vestales de cercles d'études, les enseignants en méditation, les enseignants en chant ou en danses sacrées, les enseignants en mouvements méditatifs, les conférenciers, les thérapeutes en soin esséniens.

- Le Conseil Européen des Maisons de Dieu:

Le Conseil préserve la vision juste, la vision initiée par la Fédération Internationale des Maisons de Dieu directement liée à l'OP. Le conseil a pour objectif d'organiser les projets des cercles d'études, et des Maison de Dieu en relation avec L'institut Diocésain. Il les transmet à la Fédération.

- Le Conseil de la Fédération:

Se sont des pasteurs et les hauts responsables de l'Eglise Essénienne Chrétienne. Leurs qualités morales sont définies dans le règlement intérieur. Ils préservent et garantissent la vision développée par l'Archevêque de l'Eglise Essénienne Chrétienne. Ils prennent les grandes décisions qui orientent la Fédération dans la réalisation des ces objectifs. Ils sont composés de membre actifs, de membre adhérents, de membre sympathisants. Ils sont choisis par le Président.

- Le Conseil des pasteurs:

Ce conseil réunis au sein de la fédération tout les pasteurs des maisons de dieu membres actifs. Ils se réunissent au moins une fois par an au cour d'un congrès, ou ils traitent de tout les problèmes d'ordre organisationnel, afin que les maisons de dieu, évoluent , conformément aux grands principes de l'église.

Art. 9. Radiation - Suspension. La qualité de membre se perd:

- par démission écrite,
- par décès,
- par la cessation de participation aux activités de l'association pendant une période consécutive de douze mois.
- par exclusion

Le Conseil d'Administration peut proposer à l'Assemblée Générale la radiation de tout membre qui cesse de se conformer aux présents Statuts, ou dont la foi et la vie sont en désaccord avec la Confession de Foi ou le Règlement Intérieur.

Le membre concerné a été préalablement appelé à fournir des explications au Conseil d'Administration.

Toute personne ayant cessé d'être membre peut le redevenir selon la procédure normale.

- par suspension

S'il le juge opportun, le Conseil d'administration peut décider, pour les mêmes motifs que ceux indiqués ci-dessus, la suspension temporaire d'un membre plutôt que son exclusion.

Cette décision implique la perte de la qualité de membre et du droit de participer à la vie sociale, pendant toute la durée de la suspension, telle que déterminée par le conseil d'administration dans sa décision.

Si le membre suspendu est investi de fonctions électives, la suspension entraîne également la cessation de son mandat.

Art. 10. Conseil d'Administration. L'association est dirigée par un conseil d'administration; le Conseil de la Fédération.

Tous les membres actifs de l'Association sont électeurs. Ils sont éligibles au Conseil d'Administration si leur foi et leur vie sont conformes à la Confession de Foi et au Règlement Intérieur de l'Association et s'ils sont proposés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'assemblée générale. Le nombre total des membres du conseil d'administration ne peut être inférieur à trois. Ils sont élus pour deux ans et à la majorité des membres présents ou représentés.

Ils sont rééligibles.

Les abstentions ne sont pas retenues pour le calcul de la majorité.

En cas de vacances, le conseil d'administration peut pourvoir au remplacement par cooptation. Le mandat du membre ainsi choisi prend fin à la prochaine assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association sur convocation du président, ou sur la demande de la moitié de ses membres ou au moins deux fois par an.

L'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion du conseil d'administration sont fixés par le Président.

Les décisions sont prises aux trois quarts des membres présents ou représentés.

Le conseil d'administration établit un Règlement Intérieur approuvé par l'assemblée générale ordinaire. Il procède de même pour toute modification du règlement intérieur.

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour assurer le fonctionnement de l'association et la poursuite de ses buts, en accord avec la loi.

Tout membre du conseil d'administration qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, peut être considéré comme démissionnaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire et signés par le Président. Chaque page est paraphée par le Président.

Art. 11. Bureau du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un bureau qui comprend:

- un(e) Président(e)
- un(e) vice-président, ou plusieurs vice-président, s'il y a lieu
- un(e) Secrétaire général(e)
- un(e) Secrétaire adjoint(e), s'il y a lieu
- Un secrétaire fédéral
- un(e) Trésorier
- un(e) Trésorier adjoint(e), s'il y a lieu

Le bureau est élu pour deux ans et peut être reconduit.

Le président:

Il convoque les assemblées générales et les réunions du conseil d'administration. Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il peut les déléguer à un ou plusieurs membres du conseil d'administration. Il a qualité pour agir en justice au nom de l'association tant en défense qu'en demande, former tout appel et signer tout pouvoir. Toutefois pour transiger et compromettre, le président doit avoir reçu préalablement l'autorisation du conseil d'administration, convoqué au besoin à cet effet et statuant aux trois quarts des membres présents. Le président paraphe chaque page de tous les registres légaux. En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par tout autre administrateur spécialement délégué par le conseil. En cas de décès ou de démission du Président, le Conseil d'Administration élit en son sein un Président par intérim.

Le vice-président:

Il assiste le président dans ses attributions et doit être le plus possible au courant de celles-ci. En effet, en cas d'empêchement du président, le vice-président assume, pour le temps d'indisponibilité du président, toutes les charges et obligations de celui-ci avec les mêmes pouvoirs.

Le secrétaire:

Il est chargé de la correspondance, des procès-verbaux de réunions, de la tenue des registres et des archives, suivant les dispositions prises par le conseil d'administration. Il tient le registre spécial, prévu par la loi, et assure l'exécution des formalités prescrites.

Les secrétaires-fédéraux:

Ils sont les garants de la vision développée par la Fédération dans leurs territoires respectifs qu'ils ont en charge. Ils représentent le président dans toutes ces charges et obligations quand celui-ci est absent ou décède. Il occupe les fonctions de premier responsable de l'institut est premier responsable du conseil des Maisons de Dieu dans chaque diocèse.

Le trésorier:

Il est chargé de tout ce qui concerne la gestion des biens de l'association, suivant les dispositions prises par le conseil d'administration. Il ne peut accomplir aucun acte de disposition sans avoir obtenu l'autorisation du conseil d'administration, statuant aux trois quarts des membres présents. Il a néanmoins tous pouvoirs pour ouvrir tous comptes bancaires ou postaux, courants, d'épargne ou autres, y placer et y retirer tous fonds en application des décisions du conseil d'administration.

Il tient une comptabilité régulière, au jour le jour, de toutes les opérations et rend compte à l'assemblée annuelle, qui statue sur la gestion. Toutefois, les dépenses supérieures à une certaine somme déterminée tous les ans par le président doivent être ordonnancées par le Président ou, à défaut, en cas d'empêchement, par tout autre membre du bureau. Il rend compte de son mandat aux assemblées générales.

Art. 12. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous les actes ou opérations dans la limite des objets de l'association et qui ne sont pas du ressort de l'assemblée générale.

Il peut faire toute délégation de pouvoirs pour une question déterminée et un temps limité.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs suivants qui sont indicatifs et non limitatifs:

- il est responsable de la bonne marche spirituelle et de la discipline au sein de l'Association;
- il veille à ce que l'Association ne dévie pas de son but;
- il convoque les assemblées générales dont il prépare l'ordre du jour et dont il exécute les décisions;
- il a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de l'Association et la représenter au regard des tiers;
- Il surveille la gestion des membres du bureau et a le droit de se faire rendre compte de leurs actes.
- il achète, prend, loue et entretient les édifices religieux;
- il fixe toutes les dépenses d'administration,
- il fixe et perçoit les cotisations et rétributions de toutes natures,
- il détermine les placements des fonds disponibles;
- il représente l'Association devant les tribunaux, tant en demandant qu'en défendant. Il autorise le président à agir en justice;
- il arrête le budget, les comptes annuels et dresse l'état inventorié des biens meubles et immeubles prescrits par la loi;
- il délibère et statue sur les propositions à soumettre à l'assemblée générale.

Art. 13. Représentation légale auprès des tiers. Le Président (ou, en cas d'empêchement, le Vice-président ou tout autre membre délégué par le Conseil d'Administration) représente en justice l'Association. Il signe valablement tous actes sous seing privé ou authentique. Il est chargé de remplir toutes les formalités administratives édictées par les lois et règlements.

Le Conseil d'Administration peut, en outre, par un mandat spécial pour une ou plusieurs affaires déterminées, déléguer ses pouvoirs à telle personne qualifiée qui lui semble bon.

Art. 14. Responsabilité financière. Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés; aucun membre du Conseil d'Administration ou de l'Association ne peut être tenu comme personnellement responsable.

Art. 15. Nomination des pasteurs. Les pasteurs de la Fédération Internationale des Maisons de Dieu de l'Eglise Essénienne Chrétienne sont uniquement ordonnés par le Prima Pasteur de l'Eglise Essénienne Chrétienne.

Pour exercer leur Ministère au sein des Maisons de Dieu, ils doivent adhérer personnellement aux Statuts, Confession de Foi et Règlement Intérieur de l'Association dont ils deviennent membres actifs à part entière.

Art. 16. Démission d'un pasteur ou d'un conseiller. Le Conseil d'Administration peut exiger la démission d'un pasteur ou d'un des membres du Conseil d'Administration qui cesserait de partager la vision de l'Association ou agirait contrairement à ses principes ou négligerait ostensiblement ses devoirs.

Cette décision est prise aux trois quarts des votes par le Conseil d'Administration régulièrement convoqué.

Elle doit être validée aux trois quarts des votes par les membres du Conseil de la Fédération.

Art. 17. Assemblée Générale Ordinaire. L'Assemblée Générale se compose des membres du Conseil d'Administration, des membres des membres actifs qui sont à jour de leurs cotisations à la date de convocation de ladite Assemblée.

Elle se réunit au moins une fois par an durant le premier semestre de l'année civile et chaque fois qu'elle est convoquée par le Président ou le conseil d'administration.

L'ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.

Le bureau de l'Assemblée Générale est celui du conseil.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises aux trois quarts des votes des membres présents ou représentés.

Au cas où l'Assemblée Générale Ordinaire ne réunit pas la moitié des membres, une nouvelle assemblée générale ordinaire est convoquée dans les meilleurs délais. Elle délibère valablement aux trois quarts des membres présents et représentés quel que soit leur nombre.

Les décisions en Assemblée Générale sont prises à main levée aux trois quarts des membres présents ou représentés. L'Assemblée Générale est composée de deux Collèges distincts.

Le premier Collège est constitué par les membres actifs et membres du Conseil d'Administration.

Le deuxième Collège est constitué par les Pasteurs et les membres des Ministères.

Pour les questions d'ordre spirituel, les décisions en Assemblée Générale sont prises à main levée et sont adoptées si elles obtiennent les trois quarts des voix des membres présents ou représentés des deux collèges confondus.

Mais lors du vote sur ces sujets, les décisions seront adoptées seulement si elles obtiennent les trois quarts des voix du Collège des membres actifs présents et représentés et si, dans le même temps, les trois quarts des membres du Conseil de la Fédération ont approuvé la décision.

Ainsi, les décisions sur les questions d'ordre spirituel ne seront adoptées qu'avec un double vote à l'approbation des trois quarts des voix de chacun de ces deux Collèges.

Lors du vote, la décision sur une question d'ordre spirituel l'emporte donc aux trois quarts des voix "tous collèges confondus". Toutefois, si le Conseil de la Fédération n'a pas approuvé la décision par les trois quarts des voix de ses membres, la décision sera rejetée.

Les abstentions ne sont pas retenues dans le calcul des votes.

Une feuille de présence sera émarginée et certifiée par les membres du bureau.

Le Président préside, expose la situation morale de l'association et rend compte de l'activité de l'association. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale délibère sur les rapports:

- de la gestion du Conseil d'Administration
- de la situation morale et financière de l'association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les seules questions inscrites à l'ordre du jour.

Elle procède à l'élection des nouveaux membres du Conseil et ratifie les nominations effectuées à titre provisoire.

Elle autorise la conclusion des actes ou opérations qui excèdent les pouvoirs du Conseil.

En outre, elle peut délibérer sur toutes les questions portées à l'ordre du jour à la demande signée de la moitié des membres actifs de l'association déposée au secrétariat dix jours au moins avant la réunion.

Les membres convoqués régulièrement peuvent être représentés par un autre membre par procuration écrite et signée.

Un membre ne peut être porteur que de 1 mandat de représentation.

Les convocations sont envoyées par lettres simples ou courriels au moins 10 jours avant la date fixée pour la réunion et indiquent l'ordre du jour arrêté par le Président. Une feuille de présence sera émarginée par chaque participant et certifiée par le bureau.

Tout membre de l'Association a le droit de faire une proposition concernant l'Association. Cette proposition est soumise au préalable au Conseil d'Administration qui l'examine et la porte si nécessaire à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire suivante.

Art. 18. Assemblée Générale Extraordinaire. L'Assemblée Générale a un caractère extraordinaire lorsqu'elle statue sur toutes modifications aux statuts.

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil d'Administration ou à la demande écrite de la moitié des membres actifs au moins de l'Association, soumise au Conseil d'Administration trois mois au minimum avant une Assemblée Générale. Toute modification des statuts appartient à l'Assemblée Générale. Elle devra réunir au moins les trois quarts des voix des membres actifs présents justifiant de leur qualité ou régulièrement représentés à l'Assemblée Générale.

Elle peut décider la dissolution et l'attribution des biens de l'association, la fusion avec toute association ayant un objet similaire.

Cette assemblée fonctionne comme l'Assemblée Générale Ordinaire.

Elle est convoquée au moins quinze jours à l'avance par le président ou sur décision du Conseil d'Administration.

Pour que cette assemblée puisse valablement délibérer, il faut que les trois quarts au moins des membres actifs soient présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

Une majorité des trois quarts des membres présents ou représentés est nécessaire pour valider la délibération.

Au cas où l'Assemblée Générale Extraordinaire ne réunirait pas le quorum requis, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée dans les meilleurs délais; mais elle délibère valablement à la majorité des trois quarts des membres présents et représentés quel que soit leur nombre.

Une feuille de présence sera émarginée et certifiée par les membres du bureau.

Art. 19. Procès-verbaux des assemblées générales. Les délibérations des assemblées sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont enregistrés, imprimés dans l'ordre chronologique et consignés dans le registre des délibérations de l'association, coté et paraphé par le Président.

Les procès-verbaux des délibérations sont rédigés par le Secrétaire et signés par le Président et un autre membre du Conseil.

Le Secrétaire peut délivrer toutes copies certifiées conformes qui font foi vis-à-vis des tiers.

Art. 20. Les ressources. Les ressources de l'Association se composent du produit des quêtes et collectes, des cotisations, des dons et des legs que l'association peut recevoir en raison de son objet, celui-ci l'autorisant à demander et à bénéficier de la capacité élargie prévue par la loi, et toutes autres ressources prévues et autorisées par la loi et les règlements en vigueur.

Art. 21. Finances. Le Conseil d'Administration présente à l'approbation de l'Assemblée Générale le compte financier de l'exercice clos. Il dresse un budget de la nouvelle année et le soumet au vote de l'Assemblée Générale.

L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. Règlement intérieur. Le Conseil d'Administration pourra, s'il le juge nécessaire, arrêter le texte d'un Règlement Intérieur, qui déterminera les détails d'exécution des présents statuts.

Ce règlement sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, ainsi que ses modifications éventuelles.

Art. 23. Formalités. Le Président, au nom du Conseil d'Administration, est chargé de remplir toutes formalités de déclarations et publications prescrites par le législateur.

Ce document relatif aux statuts de l'association Fédération Internationale des Maisons de Dieu de l'Eglise Essénienne Chrétienne comporte 15 pages ainsi que 24 articles.

Art. 24. Dissolution. La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 16.

L'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

Lors de la clôture de la liquidation, l'Assemblée Générale Extraordinaire se prononce sur la dévolution de l'actif net au profit de toutes associations déclarées de son choix, ayant un objet similaire.

Fait à Watrange, le 1^{er} mars 2014. Amvane Edzogo Wilfrid Richard / Amvane Nsolo Ba Mba Francis Gérard / Van't Westende Leonarda / Bana Naila.

Référence de publication: 2014051178/343.

(140058379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Iberian Distressed Assets Fund (S.C.A.) SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 185.984.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of March,

Before us, Maître Blanche Moutrier, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Iberian Distressed Assets Manager, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and whose registration with the Luxembourg trade and companies registry is pending;

here represented by Me David Louis, Avocat à la Cour, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

2) ES Bankers (Dubai) Limited, a bank incorporated under the laws of Dubai (United Arab Emirates) regulated by the Dubai Financial Services Authority, with Commercial License No. CL 0434 and having its registered office at The Gate, West Wing Level 12, Dubai International Financial Centre, PO Box 506627, Dubai, United Arab Emirates;

here represented by Me David Louis, Avocat à la Cour, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxies, after having been initialled and signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) organised as an investment company with variable capital (*société d'investissement à capital variable*) established as a specialised investment fund (*fonds d'investissement spécialisé*), which they declare to establish as follows:

Title I - Form and Name - Registered office - Duration -Purpose

Art. 1. Form and Name. There exists among the General Partner (*associé commandité*) (as defined under article 14.1 below) and the limited partners (*actionnaire commanditaires*) (the Limited Partners and together with the General Partner, the Shareholders) a corporate partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) organised as an investment company with variable capital (*société d'investissement à capital variable*) established as a specialised investment fund (*fonds d'investissement spécialisé*) under the name of Iberian Distressed Assets Fund (S.C.A.) SICAV-SIF (the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund has been set up for 7 (seven) years from the Launching Date and shall end with the dissolution and liquidation.

3.2 The term of the Fund may be extended at the discretion of the General Partner for up to 1 (one) additional 1 (one) year period. Thereafter, the Fund Term may be additionally extended upon proposal of the General Partner and subject to the approval of the Sole Investor for up to 1 (one) additional 1 (one) year period.

3.3 In case where no decision is taken for the discontinuation of the Fund or the appointment of the replacing general partner is not resolved by the meeting of Shareholders as ascribed in the Private Placement Memorandum and article 14.6 of these Articles, the Fund will enter into liquidation process.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets as more fully described in the Private Placement Memorandum.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II - Share Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounts to EUR 31,000 (thirty one thousand Euro) divided into 1 (one) Carried Share, 308 (three hundred eight) Investor Shares and 1 (one) Management Share (the Carried, Investor and Management Shares, and any other class of shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the Shares).

5.2 The Carried Share is exclusively reserved to the carried interest vehicle of the Fund (the Carried Interest Vehicle) and no further Carried Share shall be issued.

5.3 The Management Share is exclusively reserved to the managing general partner of the Fund (the General Partner) and no further Management Share shall be issued.

5.4 The Investor Shares are offered only to a sole investor (the Sole Investor) which must qualify as a well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law (a Well-informed Investor). The Sole Investor and the Carried Interest Vehicle shall be the only Limited Partners.

5.5 The minimum capital of the Fund shall amount to EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Classes of Shares and sub-funds.

6.1 The General Partner may, at any time, issue different classes of Investor Shares (collectively the Classes and individually a Class), which may carry different rights and obligations inter alia with regard to the Shareholders, income and profit entitlement's, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the private placement memorandum of the Fund, as amended and updated from time to time (the Private Placement Memorandum).

6.2 The General Partner may, within the limits authorised by the present Articles and by the 2007 Law, create as many sub-funds (the Sub-Fund(s)) as it deems necessary according to criteria and procedures that it will define.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

7.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the Shares register which shall be kept in Luxembourg by the Registrar and Transfer Agent (as defined in the Private Placement Memorandum) and such register shall contain the name, residence or elected domicile as indicated to the Fund, number of registered Shares held and the amount paid up on each Share of each owner of registered Shares.

7.3 The registration of the Shareholder's name in the Shares' register evidences its right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such registration, but each Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding upon request.

7.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Shares register.

7.5 A Shareholder may, at any time, change its address as entered in the Shares' register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

7.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

7.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to two decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

7.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the Share register.

Art. 8. Issue and subscription of Shares.

8.1 The Investor Shares may only be subscribed for by the Sole Investor who must qualify as a Well-informed Investor. The compliance of the Sole Investor with the status of Well-informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner under the ultimate liability of this latter.

8.2 The Sole Investor shall execute a commitment and subscription agreement, which upon acceptance will be signed by the General Partner. The Sole Investor thus commits itself to subscribing and accepting Investor Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

8.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Investor Shares in any Class, at the sole condition that the newly created Investor Shares are reserved to the Sole Investor. Each newly issued Share has the same rights and obligations of the existing Shares in the same Class.

8.4 Shares shall have no par value and shall be fully paid-up.

8.5 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Partner may also levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum.

8.6 The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Private Placement Memorandum.

8.7 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Private Placement Memorandum.

8.8 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind in accordance with the 2007 Law. In particular, contributions in kind shall be subject to a report drawn up by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) when the contribution occurs, under the conditions and rules set out in article 26-1 of the 1915 Law.

8.9 If the Sole Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Private Placement Memorandum, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in the Private Placement Memorandum.

8.10 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1 The Sole Investor may not transfer any of its shares, rights or obligations with regard to the Fund, without the consent of the General Partner, which will not be unreasonably withheld, provided that all Investor Shares are transferred to only one transferee.

9.2 Any transfer of registered Shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the Shares' register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore, as more fully described in the Private Placement Memorandum. Subject to the provisions of article 9.1 above, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shares; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Fund or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Art. 10. Redemption of Shares.

10.1 Redemption of Shares is only possible at the discretion of the General Partner upon proposal of the Sole Investor.

10.2 Shares that are redeemed will be redeemed at the last available NAV per Share with such adjustment as the General Partner deems fit in its absolute discretion, provided that the adjustment will be consistently applied in respect of all redemptions agreed to by the General Partner at the same time.

10.3 No distribution for redemption of Shares may be made as a result of which the share capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the SIF Law.

10.4 The General Partner may, in case of default of the Sole Investor to make a capital contribution, decide to redeem the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund at the conditions determined in accordance with the contents of the Private Placement Memorandum.

Art. 11. Conversion of Shares. The conversion of Shares within the Fund is not allowed.

Title III - Net Asset Value

Art. 12. Calculation of the net asset value.

12.1 The net asset value per Share within the relevant Class (the Net Asset Value or NAV) results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each such Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any Calculation Date (as defined below) by the number of Shares in the relevant Class. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the relevant Class and may be expressed in such other currencies as the General Partner may decide. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the Fund as more fully described in the Private Placement Memorandum.

12.2 The reference currency of the Fund is EUR (euro). Each Class may have a different reference currency. The NAV of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the relevant Class, as further described in the Private Placement Memorandum.

12.3 The General Partner has adopted a policy of valuing the investments of the Fund at fair value (juste valeur). The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value (juste valeur) of any asset of the Fund, as further described in the Private Placement Memorandum.

12.4 Assets and liabilities expressed in a currency other than the reference currency of the Fund concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Calculation Date (as defined in the relevant Private Placement Memorandum). If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.5 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the NAV taken by the General Partner or by the Central Administrative Agent (as defined in the Private Placement Memorandum), shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue of Shares.

13.1 The valuation of the assets of the Fund and the calculation of the NAV shall be performed by the General Partner or by the Central Administrative Agent (as defined in the Private Placement Memorandum) appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum (each a Calculation Date).

13.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue, redemption and transfer of Shares in the following cases, as authorised in this Private Placement Memorandum:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund or the current price or values on any stock exchange or other market; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period:

I. when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares;

II. during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange, subject to the CSSF approval; or

III. when exceptional circumstances might adversely affect the interests of the Sole Investor, subject to the approval of the CSSF.

13.3 The Sole Investor will be notified of any suspension of issue, redemption, transfer or determination of NAV or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within 10 (ten) days of the relevant event.

13.4 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund is Iberian Distressed Assets Manager, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and whose registration with the Luxembourg Trade and Companies is pending (the General Partner).

14.2 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Partners shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Partners in accordance with the 1915 Law and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund within the limits set forth in the 1915 Law.

14.3 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by laws or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund as more fully described in the Private Placement Memorandum.

14.4 The General Partner may be removed, at any time, by the general meeting of Shareholders, for:

i. any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within sixty (60) days after notification to the General Partner; or

ii. the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within sixty (60) days after notification to the General Partner.

14.5 In case of removal of the General Partner, a procedure is described in the Private Placement Memorandum. In particular, upon removal of the General Partner, a new managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund shall be appointed by the Sole Investor in a general meeting of Shareholders with the majority requirements set out in article 21 below, which shall substitute, subject to the prior approval of the CSSF, the General Partner as managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as managing general partner of the Fund. In case of the removal of the General Partner, the General Partner will be discharged of all of his rights and obligations toward the Fund. However, the General Partner will be liable for the decisions it takes during its management.

14.6 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the assets of the Fund to one or several agents in accordance with the 2007 Law.

14.7 The General Partner is entitled to receive in consideration for its services to the Fund management fees as further described in the Private Placement Memorandum.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 16. Delegation of Powers.

16.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

16.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The Fund may employ techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

17.3 In accordance with art 42bis (1) of the 2007 Law, the General Partner shall put in place appropriate risk management systems.

Art. 18. Conflict of Interests.

18.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18.2 In the event that any director or officer of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the General Partner such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

18.3 In accordance with art 42bis (2) of the SIF Law and CSSF regulation 12/01, the Fund shall be structured and organised in such way as to minimise the risk of the Sole Investor's interests being prejudiced by conflicts of interest between the Fund and, as the case may be, any person contributing to the Fund or any person directly or indirectly related to the Fund. In case of possible conflicts of interests, the Fund shall ensure the safeguard of the Sole Investor's interests.

Title V - General Meetings of Shareholders

Art. 19. Powers and voting rights.

19.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

19.2 Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting.

Art. 20. Convening and participation.

20.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the last Tuesday of June at 11.00 (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day.

20.2 The provisions of the 1915 Law, as expressly departed from by the 2007 Law, relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

20.3 A General Meeting shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

20.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

20.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

20.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

20.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication approved by the General Partner and allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

20.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 21. Quorum and majority rules.

21.1 Unless otherwise required by laws or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood that any resolution shall only be validly adopted with the approval of the General Partner.

21.2 The General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Memorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-third of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

21.3 In the event that a General Meeting is convened to resolve upon the removal of the General Partner pursuant to article 14.4 above or the entering into any agreement between the Fund and the General Partner, the General Partner shall have to abstain from voting and thus folds no veto right, being entitled only to inform the Sole Investor of its opinion on the relevant resolution.

21.4 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 22. Bureau and minutes.

22.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated by the General Partner.

22.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutiny, elected by the General Meeting.

Title VII - Accounts - Distributions

Art. 23. Accounting year and accounts.

23.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

23.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the past financial year as well as any relevant information.

23.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 24. Reference currency.

24.1 The reference currency of the Fund is EUR (euro).

Art. 25. Auditor.

25.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

25.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 26. Distributions.

26.1 The annual General Meeting shall approve the profit allocation proposed by the General Partner in accordance with the allocations rules set out in the Private Placement Memorandum.

26.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum.

26.3 Distributions shall be paid in the base currency of the Fund and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

26.4 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.5 above.

Title VIII - Dissolution - Liquidation

Art. 27. Dissolution and liquidation of the Fund.

27.1 The Fund may at any time be dissolved and put into liquidation by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles.

27.2 Whenever the share capital falls below two third of the minimum capital indicated in Article 5.5 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

27.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.5 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

27.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with article 27.2 above or 27.3 above, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

27.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 28. Liquidation proceeds.

28.1 The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders in accordance with the rules applicable to the allocation of profits as referred to under article 26 above.

28.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited with the Luxembourg Caisse de Consignation.

Art. 29. Consolidation/Splitting of Shares. The General Partner may decide to consolidate Shares of different Classes within the Fund or to split the Shares within a given Class of the Fund.

Title IX - General

Art. 30. Amendments to the Articles. The Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Fund and will end on 31 December 2014.
2. The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the following Shares in the Fund:

1) Iberian Distressed Assets Manager	308 (three hundred eight) Investor Shares
2) ES Bankers (Dubai) Limited	1 (one) Carried Share
3) Iberian Distressed Assets Manager	1 (one) Management Share
Total:	310 (three hundred and ten) Shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) is from now on at the free disposal of the Fund, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,500,-.

General Meeting of the Shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolution:

Resolutions of the Shareholders

1) The registered office of the Fund is established at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

2) PwC, PricewaterhouseCoopers, a co-operative society (société coopérative), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies registry under number B 65.477, is appointed as independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Fund, the term of office will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2019.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English and by way of derogation from the provisions of the decree of 24 Prairial, year XI, the requirement to append a translation in one of the official languages is not applicable, in accordance with article 26 (2) of the 2007 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said appearing parties signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: LOUIS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28/03/2014. Relation: EAC/2014/4420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €
Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 08 avril 2014.

Référence de publication: 2014051239/430.

(140058592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

KKR International Flowers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 185.972.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

There appeared:

KKR European Fund III, L.P., a Limited Partnership existing under the laws of the Cayman Islands whose registered office is at Uglan House, South Church Street, PO Box 309GT, George Town, Grand Cayman, KYI-1104, Cayman Islands and which is registered with the Register under number MC-20071 here represented by Marilyn KRECKE, private employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given to him in New York, on 19th March 2014.

Said proxy shall be signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such proxy holder, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which the prenamed party declared to form:

Title I. - Denomination- Registered office - Object - Duration

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "KKR International Flowers S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one Euro cent (0.01 EUR) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by a sole manager or a board of managers appointed as a collegiate body by the general meeting of shareholders. The sole manager or the members of the board of managers may but need not be shareholders. The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or the board of managers, as the case may be. Vis-à-vis third parties the sole manager or the board of managers as the case may be, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relating to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

The board of managers may elect a chairman and one or more vice chairman.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board of managers by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Meetings of the board of managers shall be called by the chairman of the board of managers or any one board member. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers 24 hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the notice period may be shortened and the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented. Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the members of the board of managers of the Company (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the signature of any one manager or as decided by the board of managers.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one manager or as may be resolved by the board of managers at the relevant meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one manager, or as may be resolved at the relevant meeting or a subsequent meeting.

The Company will be bound by the signature of the sole manager or in the case of a board of managers by the signature of any one manager, as the case may be, or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the sole manager or the board of managers or in case of a board, by any one manager (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer: (i) Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office; (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing

at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on first Tuesday of the month of June at 11:00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on the last day of the month of December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the appearing party subscribed and entirely paid-up one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares as follows:

Subscriber	number of shares
KKR European Fund III, L.P.	1,250,000

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is available to the Company. Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31st December 2014.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred (EUR 1,400.-) euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named sole shareholder took the following resolutions:

1) The number of managers is fixed at four (4).

2) Are appointed as managers for an unlimited period of time:

a. Mr Matteo BOZZO, born in Genova (Italy), on 8th March 1982, with professional address at Stirling Square, 7, Carlton Gardens, SW1J 5AD London (United Kingdom);

b. Mr. Kayode AKINOLA, born in Bielefeld (Germany), on 19th August 1976, with professional address at Stirling Square, 7, Carlton Gardens, SW1J 5AD London (United Kingdom);

c. Mr Stefan LAMBERT, born in Trier (Germany) on 8 January 1964, with professional address at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg;

d. Dr Wolfgang ZETTEL, born in Constance (Germany), on 15 November 1962 and with professional address at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3) The Company shall have its registered office at 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the representative of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre mars.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

KKR European Fund III, L.P., a Limited Partnership constituée sous les lois des Iles Cayman, dont le siège social est situé à Uglan House, South Church Street, PO Box 309GT, George Town, Grand Cayman, KYI-1104, Iles Cayman et dont le numéro de registre est MC-20071

ici représentée par Marilyn KRECKE, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg en vertu d'une procuration lui donnée à New York, le 19 mars 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire soussigné de dresser ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée a déclaré constituer:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est formé par les parties comparantes et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «KKR International Flowers S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris vers le haut et sur le côté), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique et financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, demeurera

une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euro (12.500,-EUR) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (0,01 EUR) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible est distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément donné par les associés représentant au moins soixante-quinze pourcent du capital de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un gérant unique ou un conseil de gérance nommé en tant qu'organe collégial par l'assemblée générale des associés.

Le gérant unique ou les membres du conseil de gérance peut/peuvent ou non être associé(s).

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous actes de disposition et d'administration en relation avec les objets de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant. Vis-à-vis des tiers le gérant unique ou le conseil de gérance le cas échéant, a les pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et de faire, d'autoriser et d'approuver tous les actes et opérations relatives à la Société non réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou tels qu'ils peuvent être prévus dans les statuts.

Le conseil de gérance peut élire un président et un ou plusieurs vice-président(s).

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le président du conseil de gérance ou un membre du conseil. Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la durée de l'avis peut être raccourci et la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins une majorité des gérants et présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des membres du conseil de gérance de la Société (y compris par voie de représentation).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature d'un gérant ou tel qu'il est décidé par le conseil de gérance.

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par un gérant ou tel qu'il peut en être décidé par le conseil de gérance lors de la réunion. Les copies ou extraits de tels procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par un gérant, ou tel qu'il peut en être décidé lors de la réunion ou lors d'une réunion ultérieure.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique, ou dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un gérant, le cas échéant, ou par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique ou le conseil de gérance ou en cas de conseil, par un gérant (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute

demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant: (i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction; (ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou (iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter à toute assemblée des associés par un mandataire spécial.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée ou toute résolution circulaire valable (le cas échéant) représente l'entière des associés de la Société.

Les assemblées sont convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si l'entière du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société doivent être prises par les Associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment et aussi longtemps que la Société compte plus de 25 associés l'assemblée générale annuelle sera tenue le premier mardi du mois de juin de chaque année à 11:00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le jour ouvrable suivant.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision de l'assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par une décision de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Au cas où la Société est dissoute, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par les parties comparantes, celles-ci ont souscrit et intégralement libéré les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales
KKR European Fund III, L.P.	1.250.000

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées par paiement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la disposition de la Société. Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille quatre cents euro (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé unique prénommé a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de gérants est fixé à quatre (4).

2) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

a. Monsieur Matteo BOZZO, né à Gênes (Italie), le 8 mars 1982, avec adresse professionnelle au Stirling Square, 7, Carlton Gardens, SW1J 5AD Londres (Royaume-Uni);

b. Monsieur Kayode AKINOLA, né à Bielefeld (Allemagne), le 19 août 1976, avec adresse professionnelle au Stirling Square, 7, Carlton Gardens, SW1J 5AD Londres (Royaume-Uni);

c. Monsieur Stefan LAMBERT, né à Trêves (Allemagne), le 8 janvier 1964, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg;

d. Dr. Wolfgang ZETTEL, né à Constance (Allemagne), le 15 novembre 1962, avec adresse professionnelle au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

3) Le siège social de la société est établi au 63, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du représentant de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande du même représentant il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au représentant de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, ladite personne a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mars 2014. LAC/2014/13997. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Référence de publication: 2014051277/419.

(140058427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Portugal Real Estate Opportunities Fund (S.C.A.) SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 185.974.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of March,

Before us, Maître Blanche Moutrier, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Portugal Real Estate Opportunities Manager, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and whose registration with the Luxembourg trade and companies registry is pending;

here represented by Me David Louis, Avocat à la Cour, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

2) ES Bankers (Dubai) Limited, a bank incorporated under the laws of Dubai (UAE) with Commercial License No. CL 0434 and having its registered office at The Gate, West Wing Level 12, Dubai International Financial Centre, P.O.Box 506627, Dubai, United Arab Emirates;

here represented by Me David Louis, Avocat à la Cour, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxies, after having been initialled and signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) established as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), which they declare to establish as follows:

Title I. - Form and Name - Registered office - Duration -Purpose

Art. 1. Form and Name. There exists among the General Partner (associé commandité) (as defined under article 14.1 below) and the limited partners (actionnaire commanditaires) (the Limited Partners and together with the General Partner, the Shareholders) a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) established as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) under the name of Portugal Real Estate Opportunities Fund (S.C.A.) SICAV-SIF (the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund has been set up for 7 (seven) years from the Launching Date and shall end with the dissolution and liquidation.

3.2 The term of the Fund may be extended at the discretion of the General Partner for up to 1 (one) additional 1 (one) year period. Thereafter, the Fund Term may be additionally extended upon proposal of the General Partner and subject to the approval of the Sole Investor for up to 1 (one) additional 1 (one) year period.

3.3 In case where no decision is taken for the discontinuation of the Fund or the appointment of the replacing general partner is not resolved by the meeting of Shareholders as ascribed in the Private Placement Memorandum and article 14.6 of these Articles, the Fund will enter into liquidation process.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets as more fully described in the Private Placement Memorandum.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II. - Share Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounts to EUR 31,000 (thirty one thousand Euro) divided into 1 (one) Carried Share, 308 (three hundred eight) Investor Shares and 1 (one) Management Share (the Carried, Investor and Management Shares, and any other class of shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the Shares).

5.2 The Carried Share is exclusively reserved to the carried interest vehicle of the Fund (the Carried Interest Vehicle) and no further Carried Share shall be issued.

5.3 The Management Share is exclusively reserved to the managing general partner of the Fund (the General Partner) and no further Management Share shall be issued.

5.4 The Investor Shares are offered only to a sole investor (the Sole Investor) which must qualify as a well-informed investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law (a Well-informed Investor). The Sole Investor and the Carried Interest Vehicle shall be the only Limited Partners.

5.5 The minimum capital of the Fund shall amount to EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Classes of Shares and sub-funds.

6.1 The General Partner may, at any time, issue different classes of Investor Shares (collectively the Classes and individually a Class), which may carry different rights and obligations inter alia with regard to the Shareholders, income and profit entitlements, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the private placement memorandum of the Fund, as amended and updated from time to time (the Private Placement Memorandum).

6.2 The General Partner may, within the limits authorised by the present Articles and by the 2007 Law, create as many sub-funds (the Sub-Fund(s)) as it deems necessary according to criteria and procedures that it will define.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

7.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the Shares' register which shall be kept in Luxembourg by the Registrar and Transfer Agent (as defined in the Private Placement Memorandum) and such register shall contain the name, residence or elected domicile as indicated to the Fund, number of registered Shares held and the amount paid up on each Share of each owner of registered Shares.

7.3 The registration of the Shareholder's name in the Shares' register evidences its right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such registration, but each Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding upon request.

7.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Shares register.

7.5 A Shareholder may, at any time, change its address as entered in the Shares' register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

7.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

7.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to two decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

7.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the Share register.

Art. 8. Issue and subscription of Shares.

8.1 The Investor Shares may only be subscribed for by the Sole Investor who must qualify as a Well-informed Investor. The compliance of the Sole Investor with the status of Well-informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner under the ultimate liability of this latter.

8.2 The Sole Investor shall execute a commitment and subscription agreement, which upon acceptance will be signed by the General Partner. The Sole Investor thus commits itself to subscribing and accepting Investor Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

8.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Investor Shares in any Class, at the sole condition that the newly created Investor Shares are reserved to the Sole Investor. Each newly issued Share has the same rights and obligations of the existing Shares in the same Class.

8.4 Shares shall have no par value and shall be fully paid-up.

8.5 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Partner may also levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum.

8.6 The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Private Placement Memorandum.

8.7 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Private Placement Memorandum.

8.8 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind in accordance with the 2007 Law. In particular, contributions in kind shall be subject to a report drawn up by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) when the contribution occurs, under the conditions and rules set out in article 26-1 of the 1915 Law.

8.9 If the Sole Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Private Placement Memorandum, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in the Private Placement Memorandum.

8.10 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1 The Sole Investor may not transfer any of its shares, rights or obligations with regard to the Fund, without the consent of the General Partner, which will not be unreasonably withheld, provided that all Investor Shares are transferred to only one transferee.

9.2 Any transfer of registered Shares shall be given effect by a written declaration of transfer to be inscribed in the Shares' register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore, as more fully described in the Private Placement Memorandum. Subject to the provisions of article 9.1 above, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shares; such inscription shall be signed by the General Partner or any officer of the Fund or by any other person duly authorised thereto by the General Partner.

Art. 10. Redemption of Shares.

10.1 Redemption of Shares is only possible at the discretion of the General Partner upon proposal of the Sole Investor.

10.2 Shares that are redeemed will be redeemed at the last available NAV per Share with such adjustment as the General Partner deems fit in its absolute discretion, provided that the adjustment will be consistently applied in respect of all redemptions agreed to by the General Partner at the same time.

10.3 No distribution for redemption of Shares may be made as a result of which the share capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the SIF Law.

10.4 The General Partner may, in case of default of the Sole Investor to make a capital contribution, decide to redeem the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund at the conditions determined in accordance with the contents of the Private Placement Memorandum.

Art. 11. Conversion of Shares. The conversion of Shares within the Fund is not allowed.

Title III. - Net Asset Value

Art. 12. Calculation of the net asset value.

12.1 The net asset value per Share within the relevant Class (the Net Asset Value or NAV) results from dividing the total net assets of the Fund attributable to each such Class of Shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class, on any Calculation Date (as defined below) by the number of Shares in the relevant Class. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the relevant Class and may be expressed in

such other currencies as the General Partner may decide. The Net Asset Value is calculated in the base currency of the Fund as more fully described in the Private Placement Memorandum.

12.2 The reference currency of the Fund is EUR (euro). Each Class may have a different reference currency. The NAV of each Class, if applicable, is expressed in the reference currency of the relevant Class, as further described in the Private Placement Memorandum.

12.3 The General Partner has adopted a policy of valuing the investments of the Fund at fair value (juste valeur). The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value (juste valeur) of any asset of the Fund, as described in the Private Placement Memorandum.

12.4 Assets and liabilities expressed in a currency other than the reference currency of the Fund concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Calculation Date (as defined in the relevant Private Placement Memorandum). If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.5 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the NAV taken by the General Partner or by the Central Administrative Agent (as defined in the Private Placement Memorandum), shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue of Shares.

13.1 The valuation of the assets of the Fund and the calculation of the NAV shall be performed by the General Partner or by the Central Administrative Agent (as defined in the Private Placement Memorandum) appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum (each a Calculation Date).

13.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue, redemption and transfer of Shares in the following cases, as authorised in this Private Placement Memorandum:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Fund or the current price or values on any stock exchange or other market; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period:

I. when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares;

II. during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange, subject to the CSSF approval; or

III. when exceptional circumstances might adversely affect the interests of the Sole Investor, subject to the approval of the CSSF.

13.3 The Sole Investor will be notified of any suspension of issue, redemption, transfer or determination of NAV or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within 10 (ten) days of the relevant event.

13.4 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV. - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund is Portugal Real Estate Opportunities Manager, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and whose registration with the Luxembourg Trade and Companies is pending (the General Partner).

14.2 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Partners shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Partners in accordance with the 1915 Law and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund within the limits set forth in the 1915 Law.

14.3 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by laws or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund as more fully described in the Private Placement Memorandum.

14.4 The General Partner may be removed, at any time, by a general meeting of Shareholders, for:

- i. a gross negligence (*faute lourde*) or willful misconduct (*dol*) or fraud;
- ii. any illegal actions which means any action prohibited by the Luxembourg law (including *inter alia* the civil code, the 1915 Law and the 2007 Law);
- iii. a violation, breach or deviation from:
 - a. any clauses or provisions of the Private Placement Memorandum; and
 - b. the investment objectives and policy as set out in the section 4.1 of the Private Placement;
- iv. a breach of the confidentiality which include, *inter alia*, the disclosure of the potential investments of the Fund to a third party who is not related to the Fund. Therefore and for the avoidance of doubt, this provision shall not apply to the information that the General Partner discloses to the service providers (on a needed basis) or to any legal authorities; and
- v. a prolonged non-delivery of any distribution during two consecutive years.

14.5 In case of removal of the General Partner, a procedure is described in the Private Placement Memorandum. In particular, upon removal of the General Partner, a new managing general partner (*associé gérant commandité*) of the Fund shall be appointed by the Sole Investor in a general meeting of Shareholders with the majority requirements set out in article 21 below, which shall substitute, subject to the prior approval of the CSSF, the General Partner as managing general partner (*associé gérant commandité*) of the Fund by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as managing general partner of the Fund. In case of the removal of the General Partner, the General Partner will be discharged of all of his rights and obligations toward the Fund. However, the General Partner will be liable for the decisions it takes during its management.

14.6 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the assets of the Fund to one or several agents in accordance with the 2007 Law.

14.7 The General Partner is entitled to receive in consideration for its services to the Fund management fees as further described in the Private Placement Memorandum.

Art. 15. Corporate Signature. *Vis-à-vis* third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 16. Delegation of Powers.

16.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

16.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The Fund may employ techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

17.3 In accordance with art 42bis (1) of the 2007 Law, the General Partner shall put in place appropriate risk management systems.

Art. 18. Conflict of Interests.

18.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in

business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

18.2 In the event that any director or officer of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the General Partner such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

18.3 In accordance with art 42bis (2) of the SIF Law and CSSF regulation 12/01, the Fund shall be structured and organised in such way as to minimise the risk of the Sole Investor's interests being prejudiced by conflicts of interest between the Fund and, as the case may be, any person contributing to the Fund or any person directly or indirectly related to the Fund. In case of possible conflicts of interests, the Fund shall ensure the safeguard of the Sole Investor's interests.

Title V. - General Meetings of Shareholders

Art. 19. Powers and voting rights.

19.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

19.2 Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting.

Art. 20. Convening and participation.

20.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the last Tuesday of June at 10.00 (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day.

20.2 The provisions of the 1915 Law, as expressly departed from by the 2007 Law, relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

20.3 A General Meeting shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

20.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

20.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

20.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

20.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication approved by the General Partner and allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

20.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 21. Quorum and majority rules.

21.1 Unless otherwise required by laws or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood that any resolution shall only be validly adopted with the approval of the General Partner.

21.2 The General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Memorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-third of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

21.3 In the event that a General Meeting is convened to resolve upon the removal of the General Partner pursuant to article 14.4 above or the entering into any agreement between the Fund and the General Partner, the General Partner

shall have to abstain from voting and thus folds no veto right, being entitled only to inform the Sole Investor of its opinion on the relevant resolution.

21.4 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 22. Bureau and minutes.

22.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated by the General Partner.

22.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutiny, elected by the General Meeting.

Title VII. - Accounts - Distributions

Art. 23. Accounting year and accounts.

23.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

23.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of assets and liabilities, a profit and loss account, a report on the activities of the past financial year as well as any relevant information.

23.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 24. Reference currency.

24.1 The reference currency of the Fund is EUR (euro).

Art. 25. Auditor.

25.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

25.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 26. Distributions.

26.1 The annual General Meeting shall approve the profit allocation proposed by the General Partner in accordance with the allocations rules set out in the Private Placement Memorandum.

26.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum.

26.3 Distributions shall be paid in the base currency of the Fund and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

26.4 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.5 above.

Title VIII. - Dissolution - Liquidation

Art. 27. Dissolution and liquidation of the Fund.

27.1 The Fund may at any time be dissolved and put into liquidation by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles.

27.2 Whenever the share capital falls below two third of the minimum capital indicated in Article 5.5 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

27.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.5 above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

27.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with article 27.2 above or 27.3 above, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

27.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 28. Liquidation proceeds.

28.1 The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders in accordance with the rules applicable to the allocation of profits as referred to under article 26 above.

28.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited with the Luxembourg Caisse de Consignation.

Art. 29. Consolidation/Splitting of Shares. The General Partner may decide to consolidate Shares of different Classes within the Fund or to split the Shares within a given Class of the Fund.

Title IX - General

Art. 30. Amendments to the Articles. The Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Fund and will end on 31 December 2014.
2. The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the following Shares in the Fund:

1) Portugal Real Estate Opportunities Manager	308 (three hundred eight) Investor Shares
2) ES Bankers (Dubai) Limited	1 (one) Carried Share
3) Portugal Real Estate Opportunities Manager	1 (one) Management Share
Total:	310 (three hundred and ten) Shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand euro) is from now on at the free disposal of the Fund, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,500,-.

General Meeting of the Shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolution:

Resolutions of the Shareholders

1) The registered office of the Fund is established at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

2) PwC, PricewaterhouseCoopers, a co-operative society (société coopérative), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies registry under number B 65.477, is appointed as independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Fund, the term of office will expire at the annual General Meeting of the Company of the year 2019.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English and by way of derogation from the provisions of the decree of 24 Prairial, year XI, the requirement to append a translation in one of the official languages is not applicable, in accordance with article 26 (2) of the 2007 Law.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said appearing parties signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: LOUIS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28/03/2014. Relation: EAC/2014/4414. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 08 avril 2014.

Référence de publication: 2014051366/435.

(140058411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Crown Finco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 185.106.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteen day of February.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) GTCR Co-Invest X AIV LP, an exempted limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands under registration number MC 49823,

duly represented by Mr. Brian Gillot, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given;

2) GTCR Fund X/A AIV LP, an exempted limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands under registration number MC 49826,

duly represented by Mr. Brian Gillot, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given; and

3) GTCR Fund X/C AIV LP, an exempted limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands under registration number MC 49825,

duly represented by Mr. Brian Gillot, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given.

The proxies, after having been signed *in* varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Crown Finco S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 7 February 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter the "Company").

The Shareholders then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Stock split of the Company's shares, by splitting the existing fifteen thousand (15,000) Company's shares with a par value of one pound sterling (GBP 1), into one million five hundred thousand (1,500,000) shares with a par value of one penny (GBP 0.01) each;

2. Decision to restate article 5.1 of the articles of association of the Company;

3. Decision to fully restate section "D. Management" of the articles of association of the Company; and

4. Miscellaneous.

First Resolution

The Shareholders decide to proceed with a stock split of the Company's shares, by splitting the existing fifteen thousand (15,000) Company's shares with a par value of one pound sterling (GBP 1), into one million five hundred thousand (1,500,000) shares with a par value of one penny (GBP 0.01) each.

Second Resolution

As a consequence of the above resolution, the Shareholders decide to restate article 5.1 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000), consisting of one million five hundred thousand (1,500,000) shares having a par value of one penny (GBP 0.01) each.

Third Resolution

The Shareholders further decide to proceed with the full restatement of Section “D. Management” of the Company’s articles of incorporation, in particular in order to provide for the possibility by the Company’s board of managers to appoint board observers, which shall henceforth read as follows:

“D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1. The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company’s management and representation. The Company may have several classes of managers. To the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole manager”.

14.2. The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s).

14.3. The Company’s daily management and the Company’s representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

14.5. The board of managers may be entitled to nominate, at its own discretion, a board observer, who shall have the right to attend and speak at all meetings of the board of managers but shall have no right to vote at such meetings.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and removal of managers and term of the office

16.1. Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2. Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3. Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

16.4. At all times a majority of managers shall not be residents of the United Kingdom.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1. The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph. The place of the meeting shall not be in the United Kingdom.

17.2. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18 Conduct of meetings of the board of managers.

18.1. The chairman of the board of managers shall preside at all meetings of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2. Quorum.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of managers including, if several classes of managers have been appointed, at least one (1) manager of each class of managers.

18.3. Vote.

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

18.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5. Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting from a location outside the United Kingdom, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6. The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers

19.1. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of a class A manager and a class B manager or by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing persons, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le treize février.

Par-devant le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) GTCR Co-Invest X AIV LP, une exempted limited partnership constituée et existante sous les lois des Iles Cayman, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, inscrite au Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands sous le numéro d'inscription MC 49823,

dûment représentée par Monsieur Brian Gillot, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée;

2) GTCR Fund X/A AIV LP, une exempted limited partnership constituée et existante sous les lois des Iles Cayman, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, inscrite au Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands sous le numéro d'inscription MC 49826,

dûment représentée par Monsieur Brian Gillot, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée; et

3) GTCR Fund X/C AIV LP, une exempted limited partnership constituée et existante sous les lois des Iles Cayman, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, inscrite au Registrar of Exempted Limited Partnership of the Cayman Islands sous le numéro d'inscription MC 49825,

dûment représentée par Monsieur Brian Gillot, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée.

Les procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants sont les associés (les «Associés») de Crown Finco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 février 2014, n'ayant pas encore fait l'objet d'une publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

Les Associés ont ensuite considéré l'ordre du jour (l'«Ordre du Jour») suivant:

Ordre du Jour:

- 1) Fractionnement du capital social de la Société de quinze mille livres sterling (GBP 15.000), actuellement composé de quinze mille (15.000) parts sociales avec une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune, en un capital social de quinze mille livres sterling (GBP 15.000), composé de un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales ayant une valeur nominale de un penny (GBP 0,01) chacune;
- 2) Décision de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société;
- 3) Refonte complète de la section «D. Gestion» des statuts de la Société; et
- 4) Divers.

Première Résolution

Les Associés décident de procéder au fractionnement du capital social de la Société en fractionnant le capital social de quinze mille livres sterling (GBP 15.000) composé actuellement de quinze mille (15.000) parts sociales ayant une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune, en un capital social de quinze mille livres sterling (GBP 15.000), composé de un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales ayant une valeur nominale de un penny (GBP 0,01) chacune.

Deuxième Résolution

Suite à la résolution précédente, les Associés décident de procéder à la modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **5.1.** le capital social de la Société est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15.000), représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny chacune (GBP 0,01).»

Troisième Résolution

Les Associés décident de procéder à la refonte complète de la section «D. Gestion» des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. La Société peut avoir différentes catégories de gérants. Dans la mesure où le terme „gérant unique“ n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au „conseil de gérance“ utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au „gérant unique“.

14.2. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés.

14.3. La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4. La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

14.5. Le conseil de gérance pourra nommer, à sa seule discrétion, un observateur du conseil de gérance, qui disposera du droit d'assister et de participer à toutes les réunions du conseil de gérance mais ne disposera pas d'un droit de vote au sein de ces réunions.

Art. 15 Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et révocation des gérants et terme du mandat.

16.1. Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2. Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3. Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives. La majorité des gérants ne devra à aucun moment être composée de résidents du Royaume-Uni.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1. Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa. Le lieu de réunion ne devra pas être le Royaume-Uni.

17.2. Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1. Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2. Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance en ce compris, si plusieurs catégories de gérants sont nommées, au moins un (1) gérant de chaque catégorie.

18.3. Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

18.4. Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre gérant comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

18.5. Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion d'un lieu en dehors du Royaume-Uni, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication sus-visés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

18.6. Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1. Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2. Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3. Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la signature du gérant unique, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance ou par le gérant unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.»

La notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande expresse des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant des comparants, connu du notaire par ses prénoms, nom et résidence, le représentant a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: B. GILLOT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 février 2014. Relation: LAC/2014/8345. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Référence de publication: 2014051097/285.

(140058211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

More Than Fuels S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wincrange, Maison 60.

R.C.S. Luxembourg B 96.705.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 11 février 2014 à 16.00 heures

Elections

Le mandat de feu Monsieur Jean KRAUS étant devenu vacant suite à son décès, l'assemblée générale nomme administrateur, Madame Pascale HANSEN, née le 9 mai 1975 à Esch/Alzette, demeurant à L-9357 BETTENDORF, 6, um Treppchen.

Ce mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2017.

Pour extrait sincère et conforme

More Than Fuels SA

Me Pascale HANSEN

Administrateur / mandataire de la société

Référence de publication: 2014052725/17.

(140058387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2014.

Compagnie Ingénierie Financière (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 45.031.

Extrait du Rapport de la Réunion du Conseil d'Administration tenue à 09.00 heures le 08 Avril 2014

Extrait des résolutions prises:

Après discussion pleine et entière,

1. Le Conseil d'Administration constate que le siège social de la société a été transféré du 34, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg au 9, Boulevard Dr Charles Marx, L-2130 Luxembourg, en date du 02 avril 2014.

Référence de publication: 2014052343/12.

(140060281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

Compagnie d'Investissement des Grands Lacs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2014.

Référence de publication: 2014052340/10.

(140059972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.
